



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Que-sortira-t-il-du-prochain>

# Que sortira-t-il du prochain congrès Socialiste ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 837 - août-septembre 1985 -

Date de mise en ligne : vendredi 13 mars 2009

Date de parution : août 1985

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

« Le Poing et la Rose », organe du Parti Socialiste, consacre son numéro de Mai 1985 à la préparation du congrès national que tiendra le Parti, à Toulouse, au mois d'octobre prochain. Plus d'une centaine de membres du Parti ont participé à la rédaction de cette étude qui comporte 96 pages. Elle s'ouvre par les articles de Lionel Jospin, Rocard et Mauroy.

Ce qui caractérise cette étude, vraiment collective, c'est l'incapacité des dirigeants et des militants les plus actifs de concevoir les mesures institutionnelles qui permettraient de réaliser la transformation de l'actuelle société capitaliste en une société socialiste supprimant le chômage et assurant des revenus suffisants à tous les membres de la communauté nationale.

L'ensemble des rédacteurs a oublié l'engagement pris par le Parti Socialiste dans sa déclaration de principes : « Il ne s'agit pas, pour nous, d'aménager le système, capitaliste mais de lui en substituer un autre ». Cet « autre » n'a jamais été défini par le Parti Socialiste. Il est même très clair que celui-ci n'envisage aucunement de sortir la France d'une économie marchande qui engendre, à la fois, le chômage et l'exploitation des travailleurs.

Dans « Le Projet socialiste », écrit par le Parti Socialiste en 1980, il n'est pas davantage question de sortir de l'économie capitaliste mais seulement de « l'organiser » (Lire la page 206 qui expose « L'organisation des marchés »).

Une véritable société socialiste est celle où les entreprises ne sont plus des « machines à profits » mais des institutions nationales ayant pour unique mission de satisfaire les besoins. Le patronat d'aujourd'hui n'y conservera la direction de l'entreprise que s'il a fait preuve de sa compétence et de son esprit associatif dans ses rapports avec les travailleurs qu'il emploie.

La Nation, représentée par les pouvoirs publics spécialisés en matière de gestion, prendra en charge l'ensemble des obligations financières que l'entreprise d'aujourd'hui doit assumer : rémunération du personnel, fournitures nécessaires au fonctionnement de l'entreprise, etc... Alors, le partage du travail entre tous les disponibles deviendra possible ainsi qu'un partage équitable des productions sorties des entreprises. Le chômage sera supprimé et une aisance confortable assurée à tous les foyers. Est-ce là le plan d'action gouvernementale qu'adoptera le Congrès de Toulouse ?